

New York, Etats-Unis, 23 février (Infosplusgabon) - La violence qui gangrène les communautés en République centrafricaine (RCA) rappelle que malgré tous les efforts de toutes les parties concernées, le chemin vers la paix, la stabilité et la réconciliation dans ce pays reste long et difficile, a déclaré un haut responsable des Nations Unies au Conseil de sécurité à New York, jeudi.

La "tragédie" des réfugiés et déplacés internes qui n'ont pas la possibilité de retourner chez eux en raison de la violence et de l'insécurité "assombrit un tableau humanitaire déjà précaire dans lequel les conditions de vie de près de la moitié de la population de la RCA serait inimaginables sans une assistance humanitaire d'urgence", a indiqué Parfait Onanga-Anyanga, le Représentant spécial du Secrétaire général et chef de la Mission des Nations Unies dans ce pays, la MINUSCA.

Ces abus et violations "inacceptables" des droits humains sont la plupart du temps commis par des groupes armés qui n'ont pas encore abandonné les activités criminelles et refusent de répondre à la proposition de dialogue du gouvernement, a-t-il ajouté.

Un communiqué des Nations Unies souligne que l'émissaire onusien a informé le Conseil de 15 membres du travail entrepris par le gouvernement pour rétablir la présence de l'Etat et renforcer les institutions démocratiques nouvellement mises en place.

"Cette dynamique positive se voit également dans le renforcement des structures judiciaires nationales", a-t-il déclaré, notant la mise en place récente des Cours d'appel de Bangui et de Bouar et la "bonne progression" des préparatifs pour le lancement des travaux d'un tribunal pénal spécial.

En soulignant l'importance de la campagne contre l'immunité, M. Onanga-Anyanga a déclaré que la création de systèmes judiciaires officiels avec la mise en place de mécanismes juridiques de transition allaient servir à instaurer une paix durable.

Dans son compte rendu, le chef de la MINUSCA a également informé le Conseil de sécurité sur les activités de la mission et son engagement à mener à bien son mandat dans le respect des normes les plus élevées de bonne conduite et de discipline.

"Des efforts sont en cours pour protéger plus efficacement les populations civiles tout en assurant la sécurité de nos propres casques bleus", a-t-il souligné, ajoutant que pour y parvenir, il fallait appliquer totalement la politique de tolérance zéro du Secrétaire général pour prévenir les abus et l'exploitation sexuels.

FIN/INFOSPLUSGABON/ILK/GABON 2018

© Copyright Infosplusgabon